

2e Conseil de promotion des Inspecteurs stagiaires du 23 avril 2024

Montreuil le 23/04/2024



DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES

On dit qu'en mai on fait ce qu'il nous plaît, alors à quelques jours de ce beau mois de luttes, et une semaine avant le jour des droits des travailleur.euse.s essayons de rêver un peu et parlons des lendemains qui chantent.

Rappelons les engagements politiques et sociaux de la direction et la pauvreté de leur mise en œuvre.

Imaginons une ENFiP qui de nouveau formerait correctement les fonctionnaires, sans précipitation et dans le respect mutuel.

Rêvons du jour où la direction se préoccupera du sort de ses agent.e.s, en s'inquiétant de la pédagogie de la formation et des problèmes de logement par exemple.

Afin d'illustrer plus précisément nos propos, nous voulions revenir sur la journée du 8 mars et sur ce qui avait été proposé dans les écoles pour cette journée de lutte pour les droits des femmes. À notre agréable surprise, nous avons rencontré à Clermont-Ferrand une vraie indignation de la part de nombreux camarades concernant notamment la proposition de thématique pour marquer cette journée symboliquement forte. Je cite : « *Portez du vert ou du blanc : Le vert symbolise l'espoir et le blanc symbolise la pureté. En portant ces couleurs le 8 mars, nous montrerons notre engagement envers un avenir meilleur et notre soutien à la cause des droits des femmes. Photos possibles pour conserver le souvenir de ce moment auprès de Laure.* »

Il nous aurait plutôt semblé, au contraire, que ramener les femmes à une symbolique de la pureté n'allait pas vraiment dans le sens d'un « *avenir meilleur* », plutôt d'un retour à des valeurs moyenâgeuses. À Noisiel la seule proposition fut de venir habillé en violet. Pour le reste, diaporama diffusant des photos de femmes « *remarquables* », livre d'or où l'on peut faire des poèmes et des dessins, et exposition sur Joséphine Baker sans même évoquer son combat antiraciste et anticolonialiste. Nous déplorons un manque d'engagement et un investissement plus que limité de l'école.

- Où sont les stands de préventions contre tous les types de violence envers les femmes ?
- Où sont les formations complètes de prévention contre les violences sexistes et sexuelles ?
- Où sont les associations vers qui les femmes peuvent se tourner lorsqu'elles sont victimes de discriminations, de violences ou d'isolement ?
- Où sont les actualités marquantes dans l'évolution du droit des femmes, alors même que l'IVG allait être inscrite dans la constitution ? Les propositions ne manquaient pas.

Malheureusement, l'ENFiP choisit la voie de l'épurement, de ramener les luttes – et nous parlons bien de luttes des femmes, qui se sont parfois déroulées dans la violence – à quelques mots dans un livre d'or et à des photos dénuées de sens. Le message est on ne peut plus clair : ne pas politiser un sujet éminemment politique, ramener les luttes des femmes à des poèmes et des dessins.

Contrairement à ce que préconisent les cours de management qui vous tiennent tant à cœur, il y a quelques points que vous n'appliquez pas réellement, la communication et la bienveillance. Aucune information sur

la date et l'heure des résultats, aucune information sur le fait que les résultats oraux et écrits ne sont pas donnés le même jour. On peut aussi noter l'absence de communication concernant le bug Mouv'RH, ainsi que sur le rattrapage du point d'indice qui concernait un grand nombre de stagiaire. À côté de ça, les changements d'emplois du temps ne sont ni expliqués ni communiqués. Nous convenons que pour une inversion de deux matières, mais qui n'impacte ni la salle, ni l'heure cela semble moins nécessaire, et encore, mais lorsqu'il s'agit d'un changement de salle, et plus encore lorsque les collègues se retrouvent en double classe, il semble cordial d'envoyer un mail pour expliquer la raison de ce changement. Nous constatons finalement que nous n'avons jamais eu de nouvelles pour la conférence sur le handicap qui n'a jamais été rattrapée. Il est désolant de voir le peu de considération que l'ENFiP porte à ce sujet si complexe.

La CGT Finances Publiques souhaitait aussi attirer l'attention de la direction sur un malentendu qui a eu lieu à Clermont-Ferrand. Peu de temps après les épreuves écrites du socle, les corrigés ont été rendus accessibles sur Odyssee pour tous les stagiaires. Suite aux consultations de l'ensemble de la promotion, ainsi qu'un partage dans les groupes classe par soucis de commodité, un mail incendiaire a été envoyé à de nombreux enseignants, leur demandant par quel moyen les stagiaires avaient eu accès à ces documents. Nous voulions lever le voile d'incertitude qui semblait alors flotter à la direction, et bien confirmer que les élèves n'avaient pas utilisé quelconque moyen frauduleux pour se procurer les corrections. Il est dommage qu'un manque de communication au sein même du corps administratif amène instinctivement à remettre la faute sur les élèves. Sur Noisiel la direction a été surprise d'apprendre que les annales des années précédentes circulaient alors que c'est un des moyens pour les stagiaires de réviser, et démontre au contraire l'engagement des agents.

La CGT Finances Publiques souhaitait revenir plus en détail sur les sujets d'entraînement et les examens. Nous déplorons les conditions dans lesquels les sujets d'entraînement des écrits du bloc se sont déroulés. De nombreux collègues nous ont remonté un profond désarroi face à des sujets qui ne mettaient pas du tout en conditions réelles, et qui ont provoqué plus de stress qu'un entraînement efficace. Un sujet papier aurait été plus que souhaitable, et des corrigés crédibles auraient rassuré de nombreux stagiaires. À contrario, l'absence de corrigé pour le sujet d'entraînement à l'oral est un choix plus que discutable. La raison invoquée était que le corrigé prévu était trop dense, et aurait justement fait paniquer les élèves. Nous nous demandons alors dans quelle mesure ce corrigé était effectivement adapté, et nous pensons qu'un document succinct mais réaliste aurait aidé de nombreux collègues.

Pas étonnant alors que les examens soient aussi mal vécus par la suite, entre cours trop denses et entraînements pas adaptés. La CGT Finances Publiques souhaiterait pour fluidifier les révisions que les oraux aient lieu avant les écrits, que la semaine libérée puisse devenir une semaine de révision. Nous souhaitons aussi que les résultats des examens soient communiqués plus tôt, que les stagiaires aient plus de temps pour préparer les rattrapages. Et après tout, pourquoi ne pas tout simplement instaurer un contrôle continu ? En étalant les contrôles de connaissances, les stagiaires auraient une plus grande visibilité sur ce qu'il faut réviser, et stresserait moins quand la fin d'année arrive. Cela permettrait aussi une meilleure assimilation des connaissances attendues.

Pour finir sur ce sujet, nous aurions voulu avoir des précisions sur les rattrapages de fin d'année : au vu du nombre de stagiaires qui semblent dès à présent en difficulté, on peut supposer qu'un grand nombre seront convoqués en commission d'évaluation des compétences. Nous voudrions avoir plus de visibilité sur les modalités de mise en œuvre de ces commissions. Pour la CGT il n'est pas concevable que ces dernières se déroulent à distance. Rappelons quand même que nos collègues jouent leur avenir à ce moment-là.

Concernant l'organisation de la scolarité, la CGT Finances Publiques souhaite rappeler que des stages pratiques semblent plus que jamais nécessaires. L'état d'esprit des collègues est partout pareil : la lassitude et la fatigue le dispute à la déprime et au désarroi. Les collègues sont tous et toutes fatigués par le rythme trop intense du bloc, les cours vont trop vite, les notions ne peuvent pas être assimilées par l'absence de TTA, et la mauvaise qualité des mises en situation ne permet pas de se projeter, et encore moins de poser des questions aux professeurs et intervenants.

Il est nécessaire de repenser la scolarité sur un an complet, avec des stages pratiques non probatoires venant s'intercaler dans la scolarité. Il faut aussi mettre en place des dossiers école suivi sur une semaine complète, sans cours théoriques au milieu qui empêchent une bonne assimilation du sujet. Le meilleur exemple est le dossier Isadoro, critiqué autant par les professeurs que les stagiaires.

La CGT Finances Publiques demande donc un dossier d'application réalisé sur une semaine, après avoir vu les notions théoriques, avec un intervenant pour se mettre réellement en condition de travail. Plus d'autotests permettraient aussi de rassurer les stagiaires, qui se sentent perdus quant aux attentes de l'école.

En GPE les conditions de travail sont particulièrement déplorable : pas de base école, des supports pédagogiques plus que limités à base de diaporamas et vidéos pré-enregistrées ; ce ne sont pas des façons d'appréhender le monde du travail.

La CGT Finances Publiques attire de nouveau l'attention de la direction sur le cas des franciliennes et franciliens, tant pour leur prise de poste en plein contexte de Jeux Olympiques et Paralympiques, que pour celles et ceux concerné.es par des Estivales à Noisiel. Quelles sont les mesures que vous avez mises en place pour satisfaire tant leur besoin de formation que la difficulté de se déplacer ? Avez-vous ne serait-ce qu'envisagé de déplacer les congés d'été pour simplifier leur prise de poste ? Il est clair que c'est une source de stress pour de nombreux collègues, et nous voulions rappeler qu'il est du devoir de l'ENFiP d'assurer la bonne formation complète de tous et toutes les stagiaires.

Nous n'oublions pas le cas extrêmement difficile des parents isolé.es lors des Estivales, qui vont devoir jongler entre des gardes d'enfant et un déplacement de plusieurs centaines de kilomètres parfois. Nous remettons une nouvelle fois en cause la pertinence de cet évènement, tant d'un point de vue logistique, financier ou écologique.

La CGT Finances Publiques voulait aussi rappeler son indignation quant aux remarques qui ont pu être faites aux stagiaires sur leur tenue par M. Rossignol à Clermont-Ferrand. Il n'est pas possible aujourd'hui de renvoyer chez lui un stagiaire car sa tenue n'était pas jugée satisfaisante. Il n'est pas concevable qu'une stagiaire se voit faire une remarque sur sa veste de moto qui « *n'est pas professionnelle* », équipement de protection indispensable pour conduire ce véhicule. Il n'est pas envisageable d'accepter des propos désobligeants quant au port d'un pantalon considéré arbitrairement comme un jogging. Nous voulions rappeler que la seule tenue acceptable sur le lieu de travail est celle que les stagiaires choisissent de porter. Il faut faire confiance aux stagiaires et futur.e.s fonctionnaires d'adapter leur tenue en fonction de la situation, en alliant sécurité et confort personnel, notamment en s'adaptant à la météo et aux contraintes liées aux salles, souvent surchauffées. Laisser ces jugements à l'appréciation individuelle d'une ou deux personnes mènera inévitablement à des discriminations.

À côté de ça, il est à déplorer que son rôle de M. Rossignol concernant la sécurité ne soit pas non plus assuré, quand les cours avaient été maintenus lors de la tempête en novembre, provoquant la chute de l'échafaudage devant l'ENFiP de Clermont-Ferrand. Nous regrettons également que les clés de casiers ne nous soient pas laissées jusqu'à la dernière semaine.

À moins de dix jours du départ des écoles la CGT Finances Publiques relaie et partage l'inquiétude des stagiaires qui n'ont reçu aucune information sur les remboursements de frais relatifs aux déménagements : comment doit-on remplir FDD ? Quels sont les documents à produire et les conditions de remboursement ? En particulier, qu'en est-il pour les stagiaires qui transiteront par chez eux avant de rejoindre leur direction d'affectation ?

Nous regrettons aussi la dégradation de la qualité de vie à l'ARENFiP. Il fut un temps, que vous avez connu, où l'on y mangeait bien trois fois par jours, où les regroupements festifs et sportifs étaient non seulement autorisés mais même encouragés ! Et à quand des repas végétariens tous les jours à Clermont-Ferrand ? Les végétariens ne le sont pas seulement quelques jours par semaine. Pourquoi faut-il qu'aujourd'hui tout soit aussi compliqué ? Pourquoi par exemple nous impose-t-on de rendre les clés des logements avant même la clôture de l'école ? Pourquoi aucun repas n'est proposé les soirs de la dernière semaine ?

Nous profitons finalement de ce conseil de promotion pour avoir plus de visibilité sur le prochain : où et quand se déroulera-t-il ? Avez-vous pris en compte les difficultés de déplacements pour les stagiaires situés en Île-de-France ?

Pour finir, nous voulions souligner l'engagement des stagiaires dans leur scolarité et remercier les formateurs pour leur accompagnement au quotidien.

Vos élu.e.s au conseil de promotion

